Déclaration sur la conférence de Cochabamba

lundi 5 avril 2010, par NPA / NPA l'Anticapitaliste (Date de rédaction antérieure : 2 avril 2010).

Le NPA apporte son soutien à la « Conférence mondiale des peuples sur le changement climatique et les droits de la 'Terre-Mère' » qui se tiendra à Cochabamba du 19 au 22 avril 2010. Ce soutien est motivé notamment par les considérations suivantes :

1. A Copenhague en décembre, le NPA a constaté que la délégation de la Bolivie a été à peu près la seule qui a noué dès le premier jour de la conférence des liens avec les mouvements sociaux. Cette délégation a été l'une des seules à participer à la fois au forum alternatif Klimaforum et à la conférence de l'ONU. Elle a contribué avec les mouvements sociaux et les milliers de jeunes venus à Copenhague à l'organisation et au succès de la manifestation de Reclaim Power et à la popularisation du mot d'ordre unificateur « System change, not climate change ! », « Changeons le Système ! Pas le Climat ! ».

Le dernier jour de la conférence de Copenhague, peu de chefs d'Etat ou de gouvernement se sont ouvertement opposés au texte présenté par les Etats-Unis, la Chine, le Brésil, l'Inde et l'Afrique du Sud. Parmi ceux-ci il y a eu Evo Morales qui a condamné dans des termes particulièrement ferme l'accord présenté tant sur la forme – un texte discuté en petit comité sans respecter le processus de travail des Nations-Unies – que sur le fond : un texte en retrait au regard des recommandations du GIEC, sans aucun engagement contraignant et sans garantie de financement pour les pays les plus pauvres.

2. Le gouvernement bolivien a lancé une invitation qui faite sans condition ou exclusive. Elle s'adresse à la fois aux gouvernements qui se reconnaitraient dans les termes de l'appel à la conférence, aux organisations onusiennes et aux autres institutions internationales, aux scientifiques et à l'ensemble des mouvements sociaux et des ONGs. Le but sera de travailler à un texte qui ferait état des points de consensus et des questions qui resteront en débat.

La conférence aura deux autres objectifs : discuter la possibilité d'un « référendum mondial » sur les objectifs à se fixer pour lutter contre le changement de climat, et voir s'il est envisageable de pérenniser après Cochabamba un mouvement ou un réseau proprement mondial, ce n'est pas le cas actuellement. La conférence de Cochabamba représente l'occasion de commencer à créer un rapport de force avant la nouvelle session de la conférence de l'ONU en décembre au Mexique.On sait d'ores et déjà que l'impérialisme est bien décidé à organiser à Mexico ou à Cancun une répression policière et militaire brutale à côté de laquelle Copenhague aura été une partie de plaisir.

3. Ce sont les peuples indiens des Andes et de l'Amazonie qui, à cette étape, ont lié le plus étroitement la question climatique et la question sociale, entendue comme question touchant les conditions de reproduction sociale des peuples comme des classes sociales. Depuis une dizaine d'année, ils ont redonné à la lutte anti-impérialiste et à la question nationale un vrai contenu social. Les organisations paysannes de l'Altiplano ont contribué aux côtés du Mouvement des Sans Terre (MST) brésilien à donner une force particulière à la coalition Via Campesina en Amérique latine. La présence à Cochabamba de ces organisations comme d'un nombre important de mouvements représentatifs des combats contre les compagnies pétrolières et les sociétés minières en Bolivie, au

Pérou, en Equateur, sera une garantie du contenu anti-impérialiste de la conférence qui est convoquée. Le NPA y attache une valeur particulière.

4. Le NPA souligne la portée du choix de tenir la conférence à Cochabamba. C'est là qu'il y a eu en 2000 un très important mouvement social victorieux contre le groupe industriel-financier étatsunien Betchel sur la question de la privatisation de l'eau. La victoire a été arrachée par un front très large de syndicats, de comités de quartiers et d'associations réunies au sein de La coordinadora del agua et de la vida. Cette lutte a servi d'exemple aux combats sur la question de l'eau dans de grandes villes du Pérou comme en Bolivie, notamment à El Alto contre la filiale de Lyonnaise des Eaux- Suez. C'est donc dans une ville symbole de la lutte anti-impérialiste et d'un vaste mouvement social contrôlé par celles et ceux qui l'ont mené que nous nous réunirons en avril.

A Cochabamba, le NPA défendra les positions suivantes :

– Pour un accord international sur le climat contraignant, qui oblige les grands pays industrialisés – les grands responsables du réchauffement global - de réduire d'au moins 40% leurs émissions de gaz à effet de serre d'ici 2020. Cette décision aurait un effet d'entrainement sur l'ensemble des économies de la planète. A partir d'une telle décision, les grands pays émergents (Chine, Brésile, Inde, etc.) pourront à leur tour s'engager dans des politiques de réduction massive de leurs émissions de gaz à effet de serre.

– Pour la création d'un fond international d'aide aux pays victimes de la crise climatique et qui permettent aux pays en développement d'accéder plus facilement à des technologies économes en carbone, dont les fonds seront abondés par les pays les plus riches et la gestion confiée aux pays concernés.
La taxation des profits des grandes multinationales, et en premier lieu les plus polluantes, ainsi que celle des transactions financières permettront des budgets suffisamment importants pour ce fonds.

– Contre la privatisation et marchandisation des biens communs : l'eau, la terre, les forêts, les rivières, les ressources naturelles doivent être arrachés aux griffes de multinationales et des profiteurs capitalistes. Elles appartiennent aux peuples, qui seuls pourront les gérer dans le respect de la nature et des équilibres écologiques.

– Pour l'expropriation et nationalisation des grandes compagnies productrices d'énergie - pétrole, charbon, etc. - pour soumettre au contrôle public la réduction des leurs activités émettrices de gaz à effet de serre, et pour que leurs profits servent au développement des énergies alternatives.

Nous faisons l'analyse que le capitalisme est le grand responsable de la catastrophe écologique qui nous menace. Pour préparer une rupture coordonnée avec ce système, nous proposons de travailler ensemble à la convergence des luttes écologiques, des luttes sociales et des luttes anti-impérialistes.

Les luttes pour la justice climatique doivent dessiner les alternatives au capitalisme et au productivisme, pour conduire à un autre modèle de civilisation, à des révolutions profondes de nos modes de production et de consommation. Ce socialisme écologiste, cette nouvelle société, solidaire et capable de vivre en harmonie avec la nature, sont les sources d'un projet d'émancipation humaine pour le XXIe siècle.